



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de
conseillers en
exercice : 33

Séance du lundi 14 décembre 2020

Extrait de la délibération affiché le **21 décembre 2020**.

L'an deux mille vingt, **le quatorze décembre à dix-huit heures** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 8 décembre, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle Michel Vallery, sous la présidence de Monsieur **Jérôme DUBOST**, Maire.

Etaient présents

Jérôme **DUBOST**, Fabienne **MALANDAIN**, Nicolas **SAJOUS**, Agnès **SIBILLE**, Damien **GUILLARD**, Pascale **GALAIS**, Yannick **LE COQ**, Sylvain **CORNETTE**, Véronique **BLONDEL**, Gilles **BELLIERE**, Cédric **DESCHAMPS-HOULBREQUE**, Éric **LE FEVRE**, Edith **LEROUX**, Aurélien **LECACHEUR**, Aliké **PERENDOUKOU**, Arnaud **LECLERRE**, Nicole **LANGLOIS**, Corinne **CHOUQUET**, Laurent **GILLE** (présent à partir de la délibération n°3 – D.204).

Excusés ayant donné pouvoir

Christel **BOUBERT** donne pouvoir à Yannick **LE COQ**
Patrick **DENISE** donne pouvoir à Sylvain **CORNETTE**
Isabelle **NOTHEAUX** donne pouvoir à Fabienne **MALANDAIN**
Nicolas **BERTIN** donne pouvoir à Aurélien **LECACHEUR**
Isabelle **CREVEL** donne pouvoir à Jérôme **DUBOST**
Thierry **GOUMENT** donne pouvoir à Cédric **DESCHAMPS-HOULBREQUE**
Jean-Luc **HEBERT** donne pouvoir à Éric **LE FEVRE**
Jean-Pierre **LAURENT** donne pouvoir à Nicolas **SAJOUS**
Aline **MARECHAL** donne pouvoir à Agnès **SIBILLE**
Catherine **OMONT** donne pouvoir à Pascale **GALAIS**
Virginie **VANDAELE** donne pouvoir à Damien **GUILLARD**
Sandrine **VEERAYEN** donne pouvoir à Edith **LEROUX**
Agnès **MONTRICHARD** donne pouvoir à Arnaud **LECLERRE**
Virginie **LAMBERT** donne pouvoir à Nicole **LANGLOIS**

Secrétaire de séance

Aurélien **LECACHEUR** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 14 décembre 2020

2020.12/218

VIE ECONOMIQUE – COVID-19 – SOUTIEN AUX COMMERÇANTS – REDEVANCES D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC – EXONERATION TOTALE POUR LES ANNEES 2020 ET 2021 - AUTORISATION

Madame Pascale GALAIS, Adjointe au Maire.— Dans le cadre de la crise sanitaire, les établissements de catégorie N (Restaurants et débits de boisson), ont été contraints de fermer pendant plusieurs mois. Ces mesures de fermeture imposées par le Gouvernement pour lutter contre la pandémie ont entraîné, et vont entraîner de graves conséquences pour les commerçants.

Sur la commune de Montivilliers, les établissements ont d'ores et déjà subi une fermeture administrative du 15 mars 2020 au 1^{er} juin 2020 (inclus). Ils sont de nouveau fermés depuis le 30 octobre 2020, jusqu'à une date projetée à ce jour au 20 janvier 2021 (inclus).

Par délibération en date du 20 juillet 2020, le conseil Municipal a autorisé Monsieur Le Maire à exonérer les commerces, au prorata temporis, des redevances d'occupation du domaine public concernant les terrasses pour la période où les établissements ont eu l'interdiction d'être ouverts soit du 15 mars 2020 et au 1^{er} juin 2020 inclus (soit 79 jours sur 365). Cette exonération au prorata temporis revient à exonérer les commerces 79 jours sur 365 jours, soit sur la base 2019, d'un total estimé à 985,92 € (79*12,48€).

Néanmoins, en signe de soutien et d'accompagnement pour les aider à faire face à leurs difficultés économiques, il est proposé une exonération totale de la redevance d'occupation du domaine public concernant les terrasses couvertes et non couvertes sur la commune de Montivilliers pour l'année 2020 et pour l'année 2021.

Mesure de soutien forte pour 2020

- Exonération totale de l'occupation du domaine public pour 2020 : soit une incidence financière totale estimée à 4 553,38 € (base 2019), mais un coût budgétaire supplémentaire de 3 567,46 euros (4 553,38 – 985,92)

Mesure de soutien pour la reprise en 2021

- Exonération totale de l'occupation du domaine public pour 2021 : soit une incidence financière totale estimée à 4 553,38 € (base 2019)

Pour rappel, suite à la délibération du 9 décembre 2019, il a été décidé des tarifs suivants pour les terrasses au titre de l'année 2020 :

- Non couvertes : 8.47 € /an/m²
- Couvertes jusqu'à 30 m² : 54.87 € / an / m²
- Couvertes au-delà de 30 m² : 27.43 / an / m²

A titre d'information, le montant des droits d'occupation du domaine public s'élevait à 4 553,38 € pour l'année 2019, réparti comme suit :

- 7 terrasses non couvertes pour un montant de 1 185.28 €
- 3 terrasses couvertes pour un montant de 3 368.10 €

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques ;

VU le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire ;

VU la loi n°2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire ;

VU la décision du maire en date du 9 décembre 2019 fixant les tarifs des droits d'occupation des terrasses pour l'année 2020 ;

CONSIDERANT :

- Que la crise sanitaire et économique liée au covid-19 et les mesures de fermeture imposées par le Gouvernement pour lutter contre cette pandémie ont entraîné de graves conséquences pour les commerçants ;
- Que la Ville de Montivilliers souhaite apporter une mesure forte en signe de soutien aux commerçants afin de les accompagner aux mieux face à leurs difficultés économiques ;
- Que la présente délibération annule et remplace la délibération n°2020.07/130 du 20 juillet 2020 ;
- Que l'impact de cette mesure sur les recettes de la Commune est estimé à 9 106.76 €

VU le rapport de Madame Pascale GALAIS Adjointe au Maire, en charge de la Vie économique, des Commerces, de l'Attractivité du territoire et de l'Accès aux soins ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE :

- **D'autoriser Monsieur Le Maire à exonérer les commerces, de la totalité des redevances d'occupation du domaine public concernant les terrasses pour toute l'année 2020 et toute l'année 2021.**

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.